



Personnels, parents d'élèves, élus locaux... refusent la saignée du budget Bayrou !

Le budget Bayrou, qui n'a pu être maintenu que par d'improbables tractations politiciennes, est d'une violence inédite envers les personnels et l'Ecole publique : gel de la valeur du point d'indice, indemnisation des jours d'arrêt maladie à 90%, 470 suppressions de postes dans les écoles... Autant de mesures qui remettent en cause les conditions de travail des personnels, leur statut, et le fonctionnement même de l'Ecole publique.

Vague de colère contre les fermetures de classe...

Les suppressions de postes aboutissent à une avalanche de fermetures de classes dans les départements. Mais celles-ci se heurtent à la résistance des personnels, des parents d'élèves, des élus...

En Haute-Loire, les rassemblements, manifestations, occupations d'écoles, grèves... se multiplient contre les fermetures de classes. Parents, personnels et élus se sont constitué en comité inter-établissement en défense des écoles publiques et appellent à converger devant la DSDEN le 10 février.

Dans l'Yonne, plus de 300 personnes se sont rassemblées devant la DSDEN le 5 février, les blocages d'école par les parents d'élèves sont quotidiens, obligeant l'IA-DASEN à revenir sur la majorité des fermetures envisagées.

En Côte d'Or, les blocages d'école par les parents se multiplient avant même l'appel à la grève intersyndical du 10 février, jour du CSASD.

Dans le Tarn, les parents d'une école primaire organisent en deux jours un rassemblement de plus de 50 d'entre eux devant l'école pour exiger l'annulation de la fermeture de classe.

A Paris, en Moselle, les personnels sont appelés à la grève pour l'annulation des fermetures de classe par une large intersyndicale.

...et contre la fusion des différents types de remplaçants !

Les opérations de carte scolaire mettent à jour une autre offensive contre le statut des personnels, à savoir dans de nombreux départements la fusion des différents types de remplaçants (ZIL, brigade, brigade REP+, brigade stage...) Là non plus les personnels ne l'acceptent pas.

Ainsi dans l'Eure, face à la décision de l'IA-DASEN de fusionner les brigades et les brigades stage pour n'aboutir qu'à un seul type de remplaçants sur le département, les brigades stage étaient massivement en grève mardi 4 février, puis rassemblés à nouveau devant la DSDEN le 5 février.

En Seine-Maritime, la quasi-totalité des brigades REP+ et brigades formation, que l'IA-DASEN entend fusionner, étaient rassemblés devant la DSDEN le 5 février et ont décidé la grève pour le lendemain.

En Seine-Saint-Denis, face au projet de l'IA-DASEN de fusionner l'ensemble des brigades (REP+, ASH...), les brigades REP+, réunis avec le SNUDI-FO, ont décidé d'une grève et d'un rassemblement devant la DSDEN !

Face à l'agression que constitue le budget Bayrou, le SNUDI-FO est inconditionnellement au côté des personnels, des parents d'élèves et des élus locaux qui se mobilisent pour la défense de l'Ecole publique.

Le SNUDI-FO revendique :

- **L'annulation des 470 suppressions de postes du budget Bayrou !**
- **La création des postes nécessaires pour diminuer les effectifs par classe, créer des postes de remplaçants, d'enseignants spécialisés et ouvrir des places dans les établissements sociaux et médico-sociaux !**
- **L'abandon de tous les projets de fusion des différents types de remplaçants !**

Montreuil, le 7 février 2025